T2137 - 390 -4,00 F

le monde libertaire hebdomadaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 390 JEUDI 26 FEVRIER 1981 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

CHIRAC AU SECOURS DU CAPITAL

Photo AFP

Chirac annonçant sa candidature aux présidentielles

Demain, le perruquier Chirac et ses acolytes raseront gratis...

J'EN avais perdu le sommeil... Vous aussi, je suppose ? Enfin, ça y est, Chirac est candidat ! Candidat contre Giscard, a-t-il précisé au cours du grand débat (sic) à la télévision. Marchais, Mitterrand, Debré... Soyons sérieux. L'alternative à Giscard, c'est lui, Chirac ! Et le bougre, sérieux comme un notaire, préparant sa première escroquerie foncière, de nous laisser croire qu'arrivé en première ou seconde position au premier tour, il sera l'alternative à laquelle les populations aspirent. Et avant d'aller le peaufiner dans sa Corrèze natale, le maire de Paris nous a présenté un programme économique cousu main où, derrière la démagogie de circonstance, perçait l'inquiétude de la classe politique tout entière au prise avec la crise économique qui secoue toutes les démocraties libérales.

Mais pourquoi Chirac, me direz-vous ? Eh bien, parce que sur le fond, Chirac a probablement raison. Il est le recours, à défaut d'être l'alternative, au cours du prochain scrutin. Le recours dans le cas où les élections présidentielles enverraient à l'Elysée un personnage, Mitterrand ou Giscard, incapable de maîtriser la situation. L'homme est encore jeune, il manque suffisamment de scrupules pour retourner prestement sa veste, sans que cet exercice gâte son sourire. Son cynisme et son mépris de l'électorat qu'il sollicite lui attirent l'admiration de tous les petits Rastignac de pacotille qui cherchent un patron pour couvrir leurs turlupitudes. Et c'est parce qu'il est la planche de salut, à laquelle la bourgeoisie s'accrochera en cas de malheur, que son programme est intéressant à inventorier.

Ce programme ne fait que de lointaines références à celui du RPR mis au point par l'état-major miteux qui entoure Chirac. Au passage, soulignons tout de même le mépris des candidats de première ligne envers les programmes élaborés laborieusement par leur parti, ce qui en dit long sur les espoirs qu'ils ont de résoudre la crise et leur volonté de s'en tenir au plus près des événements, en faisant flèches de tout bois : et d'abord, les impôts, tartes à la crème de tous les candidats ! Il supprime la taxe professionnelle, il renonce à taxer les plus-values, il ne veut plus entendre parler de l'impôt sur le capital. Un réformateur, ce Chirac... je ne vous le fais pas dire ! On comprend que quelques vieux politiciens, issus de la défunte SFIO, rêvent de le serrer sur leur cœur, car après avoir énuméré cette liste impressionnante, le maire de Paris propose de supprimer tous les impôts qui frappent les revenus au-dessous de 3 000 francs. Quand je vous disais que le personnage était du métier ! Il n'a pas oublié que tous les régimes autoritaires ont dû s'assurer une base populaire à grands coups de démagogie, et son patron Pompidou ne fut pas le dernier à pratiquer cette règle en or dont Badinguet fut chez nous l'inventeur. Et d'ajouter à ce programme alléchant une coupe claire chez les fonctionnaires; ça aussi, ça passe bien en période électorale. Rappelez-vous Poujade !

Bien sûr, Chirac, pour compenser ces coupes dans le budget, a dû parler d'économie, pourtant il fallait trouver des sous. Des sous ! Mais depuis Mazarin, nos grosses têtes connaissent la recette : la taxe... ! Chirac lui, en passant, négligemment, comme ça, augmentera de deux points la TVA. Je vous le disais, le maire de Paris travaille dans le génie. Il est vrai qu'au cours de l'histoire, quelques argentiers ont été pendus pour moins que ça... Le risque du métier, en somme !

suite page 8

Fop. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHÂTEAU
ALLIER : MOULIN – IZEURE
ARDÈCHE : AUBENAS
AUBE : TROYES
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE – AIX
DOUBS : BESANÇON
EURE : ÉVREUX
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX – CADILLAC
HÉRAULT : BÉZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : ST. ETIENNE
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE – VALENCIENNES
OISE : CREIL – BEAUVAIS
ORNE : ARGENTAN
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE – BIARRITZ
HT-RHIN : MULHOUSE
RHONE : LYON
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
MANCHE : CHERBOURG
LOT-ET-GARONNE : AGEN
SEINE-MARITIME : LE HAVRE – ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : RÉGION TOULONNAISE
VENDÉE : GROUPE LIBERTAIRE VENDÉEN
HTE-VIENNE : LIMOGES
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

– LIAISON DES POSTIERS
– LIAISON DES CHEMINOTS
– LIAISON DU LIVRE
– CERCLE INTER-BANQUES
– LIAISON ORTF
– LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2e, 5e, 6e, 7e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 16e, 18e, 19e, 20e.

BANLIEUE SUD
– FRESNES-ANTONY
– LES ULIS
– MASSY-PALAISEAU
– ORSAY-BURES
– RIS-ORANGIS
– MASSY
– VILLEJUIF
– MONTROUGE

BANLIEUE EST
– GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
– MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST
– NANTERRE – LA DÉFENSE
– VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD
– VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
– DOMONT
– ARGENTEUIL, COLOMBES
– SEVRAN, BONDY

LIAISONS
La Seyne-sur-mer, Laon, Aine, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salon, Caen, Angoulême, Marennes-Oléron, Saintes, Vierzon, Ajaccio, Bégard, Valence, Concarneau, Le Vigan, Brest, Montpelllier, Sète, Châteauroux, Sassenage, Isère, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Noyon, Hénin-Beaumont, Bas Rhin, Le Mans, Thonon-les-Bains, Nord Seine-et-Marne, Maule, Parthenay, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord Haute-Vienne, Vosges, Toulouse.

****

Groupe départemental du Gard : *écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex.*

Groupe de Troyes : *pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex.*

Groupe de Rennes : *le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette.*

Permanence F.A. d'Angers : *tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.*

Groupe de Marseille : *le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.*

Groupe Région toulonnaise : *le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.*

Groupe l'Entraide (Havre et région) : *dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis et samedis de 18 à 19 h.*

Groupe du 11e : *permanence à Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.*

Groupe d'Amiens : *permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens.*

Liaison Blois : *BP 962, 41009 Blois cédex.*

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : *tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.*

Groupe Soleil Noir de Cadillac : *tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).*

Groupe Eugène Varlin : *petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15e), Métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.*

Groupe Louise Michel : *le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18e.*

Groupe Evreux-Louviers : *— CES, B.P. 237, 27002 Evreux-Cédex; — F.A., 2, rue Roger Jourdain, 27400 Louviers.*

Groupe Fresnes-Antony : *du lundi au jeudi inclu de 16 à 19 h, le samedi de 16 à19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58*

Groupe du 14e : *petite salle du patronage laïc, 72, ave Félix-Faure (Paris-15e). Métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.*

Groupe libertaire Sevran-Bondy : *adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires, centre Alfa de Bondy, 3, allée des pensées, 93140 Bondy.*

Groupe d'Anizy-le-Château : *tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23) 80-17-09).*

Groupe des Ulis : *permanence à la MJC des Ulis, tous les 2e et 4e jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.*

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : *le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.*

Liaison Angoulême : *tous les samedis de 14 à 17 h dans son local, 19, rue des Acacias.*

Groupe Voline : *26, rue Piat, 75011 Paris. Permanence le 1er et 3e jeudi de chaque mois de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.*

Groupe de Grenoble : *tous les premiers vendredis du mois (soufle 08-05-81), rue Berthe de Boissieux, Maison des Associations, ancienne Bourse du Travail de Grenoble, 2e étage, salle Est.*

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 3, rue Ternaux, Paris 11e (M° Oberkampf) — Tél : 805-34-08.

COMMUNIQUÉS

Cheminot ! *Voie Libre* revient, nous avons besoin de vos articles rapidement. Prenez contact, c'est urgent. Ecrivez aux RI qui transmettront.

Les lecteurs intéressés par la propagande des idées libertaires sur l'île de la Réunion peuvent nous écrire : RI, pour la Réunion, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Le groupe anarchiste Quartier Nord de Marseille appelle les sympathisants libertaires de Marseille et de banlieue nord à la contacter via RI.

Un groupe libertaire est en formation sur Rambouillet-Versailles; que tous les anarchistes, libertaires, personnes intéressées contactent les RI.

Le groupe de Domonte « Rouge y Negro » organise une réunion de sympathisants le vendredi 27 février. Rendez-vous sera donné à la gare de Domont à 19 h 45 et à partir de cette date, une réunion sera organisée toutes les trois semaines.

Les personnes intéressées par la propagande libertaire, par la création d'une liaison dans le département de la Saône-et-Loire peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Les libertaires du Lot désireux d'entrer en contact avec la Fédération pour activités communes peuvent écrire à la toute nouvelle liaison départementale du Lot, RI, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Libertaires des Vosges, si vous désirez aider l'anarchisme à se développer, prenez contact avec la Fédération (liaison des Vosges), par l'intermédiaire des R.I.

Un groupe libertaire est en formation sur Caen. Les personnes intéressées par une prise de contact peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Les libertaires d'Evry intéressés par la création d'un groupe de la FA peuvent prendre contact avec les RI qui transmettront.

Un groupe est en formation sur Bobigny et ses environs. Les libertaires intéressés peuvent contacter les R.I. qui transmettront.

Le groupe Fresnes-Antony augmente le nombre de ses permanences qui auront lieu à partir de maintenant du lundi au jeudi inclu de 16 à 19 heures, le samedi de 10 à 19 heures, le dimanche de 10 à 13 heures, au 34 rue de Fresnes, 92160 Antony.

UN SERVICE REGULIER ET PRATIQUE

L'ABONNEMENT

Un réalisateur brésilien, Claudio Rahns, présentera en français un film en version portuguaise de 22 minutes, *Le Rêve n'est pas fini*, film traitant de l'histoire du mouvement anarchiste brésilien. La projection sera suivie d'un débat. Le jeudi 26 février, à 20 h 30, au local du groupe Fresnes-Antony.

Permanences antimilitaristes

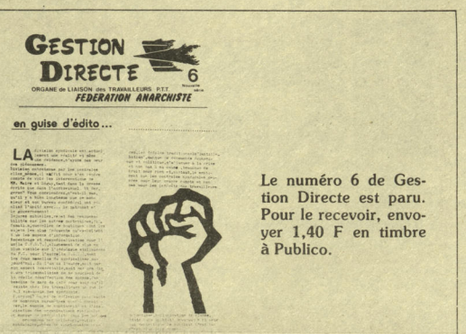
Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h 10, rue Robert Planquette Paris 18e (M° Blanche)

Tous les mardis de 18 h à 19 h tous les vendredis de 19 h à 20 h

26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. 74.41.58

Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Depôt légal 44 149 - 1er trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse


GESTION DIRECTE 6
ORGANE de LIAISON des TRAVAILLEURS PTT
FEDERATION ANARCHISTE
en guise d'édito...
LA

Le numéro 6 de Gestion Directe est paru. Pour le recevoir, envoyer 1,40 F en timbre à Publico.

Sous l'égide du groupe Sébastien Faure (Fédération Anachiste, Bordeaux), l'école rationaliste F. Ferrer propose un programme d'études et de débats.

L'école rationaliste n'est pas un lieu où l'on décide des actions. Cela est du ressort des groupes, mouvements, associations. L'école rationaliste est un moyen, un outil permanent par le libre examen, l'étude et la confrontation des idées, d'aider à l'information de celles et ceux qui sont engagés ou s'engageront dans le combat contre tous les dogmes, religieux ou étatiques.

L'école s'adresse aussi aux curieux intéressés par la connaissance et la discussion des problèmes sociaux.

Ont déjà eu lieu : mardi 3 février à 20 h 30 : le combat de la classe ouvrière polonaise pour ses organisation de classe indépendantes, par J. Salaméro; mardi 17 février, 20 h 30 : consensus social, compromis historique... de l'accord Staliniens-Vatican, en passant par le recentrage de la CFDT, l'intégration de l'UGT d'Espagne, des syndicats italiens..., par J. Salaméro.

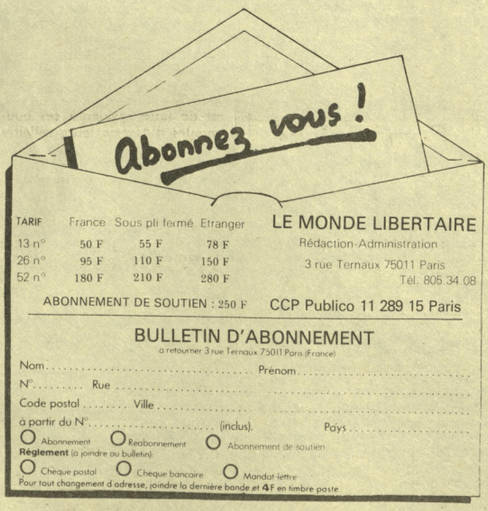
A venir : mardi 3 mars, 20 h 30 : terrorisme et anarchisme, par J. Barrué; mardi 17 mars, 20 h 30 : terrorisme et anarchisme (suite), par J. Barrué. Suivront ensuite des études-débats sur le nucléaire, laïcité, l'Eglise et l'école (31 mars, 14 avril, 28 avril, 12 mai, 26 mai, 9 juin, 20 h 30).

Groupe de Bordeaux

Le groupe Jacob vient d'éditer un autocollant deux couleurs sur la peine de mort (format 12 × 16,5) au prix de : 20 F par paquet de 50, 0,40 F l'unité jusqu'à 50.

Sommaire

PAGE 1
De main, le perruquier Chirac...
PAGE 2
Activité des groupes FA
PAGE 3
En Bref
Sept libertaires devant la justice
En Bretagne, la justice marche au pas
PAGE 4
A Boulets Noirs
A bas les lois
PCF-CGT : le retour au ghetto
PAGE 5
Pays Basque espagnol...
Pologne...
PAGE 6
Informations Internationales
PAGE 7
Livres, spectacles, B.D.
PAGE 8
Demain, le perruquier Chirac (fin)
Boulot... Insécurité



TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	50 F	55 F	78 F
26 n°	95 F	110 F	150 F
52 n°	180 F	210 F	280 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
3 rue Ternaux 75011 Paris
Tél. 805.34.08

CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)
Nom ..... Prénom .....
N° ..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N° ..... (inclus). Pays .....
○ Abonnement ○ Reabonnement ○ Abonnement de soutien
Règlement (à joindre au bulletin):
○ Chèque postal ○ Chèque bancaire ○ Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

en bref...en bref...

Résultat du procès de Thierry Caradec : huit mois ferme .
Le Commissaire du gouvernement réclamait 13 mois ferme .
Nous avons peur qu'il soit quand même frustré.
N'oubliez pas le procès de J.-D. Bolzer le 27 février à Rennes 9 heures au Palais de Justice.

L'union locale de la CNT de Troyes organise une conférence-débat, le vendredi 6 mars 1981, à 20 h 30, salle Marcuard, Sainte-Savine, sur le thème : la CNT et l'éducation après la projection du film : *Une journée à Summerhill.*

Un ouvrier trouve la mort dans un accident du travail, il était tombé dans une dérouleuse. L'expertise a démontré que la machine ne possédait aucun système de protection. La vie de cet ouvrier a été estimée par le système capitaliste (par les juges) à deux amendes de 1 500 F et 3 mois de sursis pour le patron « négligent ».

Gaby Rousset, animateur agricole, 29 ans, et Jean-Luc Denis, animateur, 27 ans, membres d' « Objection en monde rural » comparaissent le 5 mars 1981, à 14 heures, devant le tribunal correctionnel de Montbrison (Loire).
Ils sont insoumis, ayant refusé leur affectation autoritaire à l'ONF, depuis 76. Une fête de soutien, « Huit heures pour l'objection et contre la répression », se déroulera à partir de 15 h 30, le samedi 28 février à Chazelles-sur-Lyon, salle du Bras de Fer. Participation aux frais : 10 F.
Programme : de 15 h 30 à 19 h 30 : tables de presse. Informations sur : « comment être objecteur » etc.; à 17 heures : film sur l'objection et débat; 19 h 30 : repas; 20 h 30 : spectacles : Jean Bern, Roland Roche et Gérard Dufour, le groupe Kevitumen.
Garderie de 15 h 30 à 19 h 30.

L'union locale CNT-Lyon tiendra à la disposition du public un dossier sur les transports en commun lyonnais, disponible dès fin février à leur local : Palais du Travail, place de la Libération, 69100 Villeurbanne.

Etienne Rissoan, objecteur de Lamastre, est aux arrêts de rigueur à Mulhouse (68100), au 103 GPT. Quartier Barbaresque.

Communiqué

AMIENS :

ROCK CONTRE L'ARMÉE

Samedi 21. Le gala de soutien aux 27 inculpés organisé par le groupe FA d'Amiens a été soigneusement saboté par une équipe de provocateurs qui ont empêché — jusqu'à l'écourter — le déroulement normal du concert. S'en est suivi un affrontement violent dont le bilan, en ce qui concerne nos camarades, fut de plusieurs blessés — dont 2 grièvement.

Il est clair que nous empêcher de nous exprimer est une pratique qui rejoint — voire dépasse — celle de tout pouvoir coercitif.

Fédération Anarchiste

Communiqué

Les élections approchant, le parti communiste joue la surenchère sur les vieux thèmes qui font vibrer la France profonde.

Après les affaires anti-homosexuels, le nationalisme (« Produisons français »), l'appel à l'accroissement des effectifs policiers et l'flotage, le parti de l' « ordre » agît dans un pur style répressif à l'encontre des immigrés. Il utilise s'il le faut l'alibi de la drogue pour convaincre une nouvelle clientèle électorale. Les thèmes réactionnaires et xénophobes, érigés en ligne politique, sont appuyés par des actions spectaculaires en vue des élections. Le parti communiste confirme dans sa pratique ce que nous savions : il est aussi répressif et autoritaire que tous les partis dont la prise du pouvoir d'Etat est l'objection.

Fédération Anarchiste

SEPT LIBERTAIRES DEVANT LA JUSTICE

C'EST le lundi 2 mars que sept libertaires sont cités à comparaître devant le tribunal de grande instance de Limoges, pour « menées antimilitaristes ». Seulement, n'y allez pas, car il n'y aura personne; ni avocats, ni inculpés, ni (nous l'espérons) public.

Bref rappel des faits et définition de notre stratégie

Les faits remontent au 12 juillet 1980. Le maire communiste de Saint-Junien, M. Mazouin, invite le 15e RCS pour un défilé-propagande dans cette ville. Il semble que les gradés de ce régiment aient hésité à venir, Saint-Junien étant un bastion communiste de longue date. Que voulez-vous, il reste encore quelques séquelles des belles idées révolutionnaires qui animaient le PC il y a encore quelques dizaines d'années. Mais rassurez-vous, messieurs les militaires, le maire (plus un ou deux de ses conseillers, puisque le conseil municipal n'a pas daigné être à ses côtés ce jour-là) s'est attaché à vous montrer que vous n'avez rien à craindre, puisque les communistes se sont désormais auréolés de belles pensées nationalistes et hautement patriotiques, à la limite du ridicule.

Bref, ce jour-là, bien que n'ayant pas été invité par le maire, nous manifestons notre hostilité et notre dégoût devant cette école du crime qu'est l'armée. Ensuite, c'est le train-train désormais classique : intervention des flics, bousculade générale car nous refusons de rendre notre matériel de propagande, arrêt du défilé militaire et du tagada tsoin tsoin dans la plus grande confusion. Deux d'entre nous ont même le culot d'entreprendre un slalom au travers des flics en lançant des slogans antimilitaristes, sauvant ainsi quelques panneaux et affiches. Nous sommes ensuite amenés à la gendarmerie pour une garde à vue de quelques heures. A partir de là, deux facteurs essentiels vont influencer notre stratégie : c'est devenu monnaie courante que d'être arrêté et fiché après une manifestation antimilitariste, nous en avons ras le bol !; nous reconnaissons n'avoir commis aucun délit susceptible d'engager des poursuites.

A la gendarmerie, les procès verbaux qui sont tapés sont du style : « Monsieur X déclare... qu'il n'a rien à déclarer ». Ne faites aucune déclaration, vous verrez, ça les énerve. Nous nous contentons de protester contre cette détention arbitraire et cette nouvelle atteinte à la liberté d'expresion. Notre stratégie sera la même pendant l'instruction : refus de collaborer. Un d'entre nous fera même l'objet d'un mandat d'amener pour comparaître devant le juge d'instruction. Nos « valets de l'Etat » connaissent d'ailleurs bien nos opinions et nos motivations sans qu'on soit amené à leur réciter le chapelet.

Les chefs d'inculpations qui sont dressés contre nous sont les suivants :
Pour Robert Latapy : dégradation de monuments et injures envers l'armée (bombages sur monument aux morts le 28 avril 80 à Bellac, à la suite de quoi dix-huit inculpations collectives se terminèrent par un non-lieu, le juge décidant de poursuivre le seul Robert Latapy), insoumission au service civil de l'objection de conscience, et pour Saint-Junien, injures envers l'armée (on remet ça), propagande illicite pour l'objection, incitation à l'insoumission par voie d'attroupement (ouf).

Pour les six autres inculpés : injures envers l'armée (banderole « A bas toutes les armées, bourgeoises ou populaires, vérolées et siphylitiques », plus diverses phrases du genre « L'armée c'est l'école du crime » dans nos tracts), propagande illicite en faveur de l'objection et incitation à l'insoumission par voie d'attroupement (et pour certains, comme agents de l'Etat), ce qui double les peines.

Nous sommes persuadés qu'il est possible de créer un rapport de force et une pression sur le tribunal avant l'audience. C'est pourquoi, nous mettrons tout en œuvre pour populariser nos idées et informer la population de la répression qui s'abat aujourd'hui sur nous.

En l'occurrence, nous avons décidé d'organiser une semaine de jeûne collectif symbolique, place de la République à Limoges, du vendredi 16 février au samedi 21. Nous y serons à tour de rôle tous les jours de 8 heures à 20 heures environ, avec panneaux et dossiers d'explications.

Le clou de cette action aura lieu le samedi 21 février où diverses actions sont prévues et peut-être une réunion publique, conférence de presse (consulter la presse locale et les affiches pour plus de précisions).

Nous avons réuni plusieurs centaines de signatures sur des pétititions et allons éditer une carte de soutien à envoyer au tribunal. Nous demandons purement et simplement notre relaxe, le délit d'opinion n'existant pas encore en France (voir Peyrefitte).

Nous voulons ainsi montrer que l'Etat, à l'aide de sa justice et de ses prisons, ne nous fera pas taire et que nous sommes plus que jamais décidé à poursuivre notre lutte contre le capitalisme et ses chiens de garde (armée, police, etc.), et c'est en cela aussi que nous exerçons une pression sur nos justiciers. Quant aux amendes dont nous pourrons faire l'objet, nous pensons qu'il serait intéressant de développer une résistance à leur paiement, sachant très bien ce que cela implique. En effet, faisant l'objet d'une procédure pénale, il faudrait que l'on paye les frais de justice dont seuls les magistrats portent la responsabilité et qu'on paye des amendes pour des délits que nous ne reconnaissons pas !

Ce qui est certain, c'est que nous n'organiserons pas de « gala de soutien » pour les payer et engraisser encore plus un Etat crapuleux. Nous espérons par contre que les responsables de ces procès « scélérats » paierons eux, un jour, leurs bassesses ! (Façon de parler. Rassurez-vous, nous ne créerons ni goulags ni camps de rééducation).

Groupe Libertaire de Limoges

EN BRETAGNE, LA JUSTICE MARCHE AU PAS !

IL n'y a pas de délit d'opinion, pas d'interdictions professionnelles en France. C'est du moins ce que clamait, inpunément, sur les ondes, Alain Peyrefitte, au lendemain de l'attentat raciste de la rue Copernic. Il est vrai qu'il justifiait par ces mots la clémence du pouvoir envers les policiers soupçonnés d'appartenir à l'organisation d'extrême-droite, l'ex-FANE.

Menteur ! Après B. Baudry de Nantes, A. Fournier de Caen, J.-L. Guenego de Semur-en-Auxois, pour avoir exprimé leurs opinions antimilitaristes, après Bidalou pour avoir refusé de jouer le jeu de la justice de classe, après des délégués syndicaux et bien d'autres, je viens d'être licencié pour opinion non conforme. Je travaillais comme inspecteur technique au Centre national d'Etudes des Télécommunications (CNET) de Lannion dans les Côtes-du-Nord. Après 21 ans dans l'administration des PTT, le 16 septembre 1980 je suis radié des cadres de la fonction publique par arrêté du secrétaire d'Etat.

En 1960, je viens de terminer une année de formation à l'Ecole nationale des Télécommunications à Paris. J'ai alors 20 ans et me vois gratifié d'une superbe panoplie de tueur à gages. Ma « mission », comme pour des milliers de bidasses de mon âge, est de faire ravaler à ces bougnoules d'Algérie leurs velléités d'indépendance qui nous ferait perdre tant de gros sous. Pas tellement de choix, un antimilitarisme encore un peu flou, je me retrouve dans les transmissions, à quelques kilomètres d'Alger, puis ce sont de grandes ballades de santé dans le Constantinois, en Kabylie, les Aurès... Pendant 26 mois, je fais la connaissance avec nos grands corps d'élite dans leurs œuvres de « purification » : sections spéciales de l'armée de l'air, paras, commandos de spahis, légion du 2e REP, etc. Bref, j'en reviens antimilitariste irrécupérable.

Muté au Centre national d'Etudes des Télécommunications de Lannion en 1972, je m'adresse à une vingtaine d'adhérents de l'Union pacifiste de France de la région pour un renvoi collectif de livrets militaires. Les réponses sont négatives, mais en 1973 naît le Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation qui participe à l'organisation de la grande « Fête de l'ennemi intérieur » à Morlaix en juin 1974. Malheureusement, les espoirs du GARM sont vite ravalés. Puis c'est le Comité antifasciste qui prend la relève. Il occupe la cathédrale et la mairie de Lannion dans la nuit qui précède l'assassinat, par Franco, des militants du FRAP et de l'ETA. S'ensuit une grande manifestation; poussés au cul, les partis politiques de gauche n'ont pu se dérober. En décembre 1977, le Peloton de Surveillance et d'Intervention de Gendarmerie, tout récemment arrivé à Lannion — les élections sont proches ! — n'en peut plus, il coffre une dizaine de camarades et les garde à vue, à l'occasion d'une distribution de tracts d'information sur la vente des jouets guerriers (UPF). Grosse bévue ! Manque de discrétion ! Le PSIG n'était pas là pour ça. L'affaire fait beaucoup de bruit dans la presse et les partis politiques, trop pour que le pouvoir puisse fermer les yeux; un adjudant et le capitaine sont déplacés. Vengeance des gendarmes ? Toujours est-il qu'ils viennent à quatre reprises chez moi au début de l'année 1978, pour me présenter mon fascicule de mobilisation.

Les copains ne sont pas prêts pour un renvoi collectif de livrets, mais pas question de laisser passer l'occasion, je refuse de signer. C'est une infraction à l'article L 133 du Code du Service national : « Se placer volontairement dans l'incapacité de recevoir ses papiers militaires », qui prévoit des peines de un mois à un an d'emprisonnement ou/et 400 F à 10 000 F d'amende, le tout pouvant être agrémenté de cinq ans de suppression des droits civiques (alinéas 1 à 8 de l'article 42 du Code pénal).

Je passe en jugement le 15 décembre 1978, au tribunal de grande instance de Guingamp. Dans le Trégor (la région de Lannion), par solidarité, 43 hommes dont 17 collègues du travail, renvoient leurs livrets militaires, par l'intermédiaire des paysans du Larzac, 18 femmes s'insoumettent à l'ordonnance de janvier 1959 qui prévoit leur mobilisation en cas de « menace ». Le procureur qui demandait une amende de 1 000 francs fait appel à minima, trouvant la condamnation trop faible : 500 francs avec sursis. Le 13 novembre 1979, ce sont 18 nouveaux livrets militaires que je remets sur le bureau du procureur à l'occasion de mon jugement en appel. La Cour d'appel de Rennes est une des meilleures au hit-parade de la répression, en délibéré du 27 novembre 1979, elle augmente la peine à 800 francs d'amende et surtout trois ans de « suppression des droits civiques » énumérés aux alinéas 1 à 4 de l'article 42 du Code pénal. La suppression des droits de vote de d'élection, d'éligibilité et de port d'armes ne m'empêchera certainement pas de dormir. Mais le 3e alinéas est formel : suppression du droit « d'être appelé ou nommé aux fonctions de jurés ou autres fonctions publiques ou aux emplois de l'administration ou d'exercer ces fonctions ou emplois ».

Malgré l'affirmation de la direction du CNET et du ministère des PTT de tout faire pour garder l'employé contestataire dans son emploi, je suis radié des cadres de la fonction publique, par arrêté sdu secrétaire d'Etat aux PTT, le 16 septembre 1980, à compter du 27 novembre 1979.

Le personnel du CNET n'est pas d'accord avec son ministre, aussi en assemblée générale du 18 septembre, il décide de me réintégrer à mon poste de travail. Depuis, une délégation m'accompagne tous les matins jusqu'à mon bureau, des collectes m'assurent une rémunération de 3 500 francs (salaire minimum revendiqué par la CGT aux PTT). Cependant, tout n'est pas rose, l'administration laisse pourrir la situation, et la cellule du PCF essaie de nous démolir complètement. Le front syndical s'est quelque peu désagrégé à le suite de querelles de chapelles. FO et la CFTC ne font que de brèves apparitions lors des payes sauvages, la CGT nous soutient sur la pointe des pieds, et si les militants de la section locale CFDT supportent tout le poids de l'action, la fédération comme la confédération refusent de passer l'information.

Pendant ce temps-là, la répression bat son plein. Le 13 février 1981, c'est un nouveau procès en première instance pour trois renvoyeurs de Lannion, l'un est enseignant, un autre technicien au CNET. Cinq ont déjà été condamnés, dont quatre sont frappés d'appel à minima, d'autres attendent leurs convocations. Les agents de l'Etat, qui risquent de perdre leur emploi, sont particulièrement visés, la répression commence à porter ses fruits et quelques-uns ont du se résigner à reprendre leur livret. Pour certains, il n'est pourtant pas question de se soumettre, ils ont décidé d'aller jusqu'au bout de leur rêve. Pour ma part, je refuse de payer mon amende, ce qui me vaudra sans doute, prochainement, un emprisonnement de deux mois, par le jeu de la « contrainte par corps ». Payer mon amende serait reconnaître le bien-fondé d'un jugement pour délit d'opinion et je ne voudrais pas faire de la peine au Garde des Sceaux. Le même jugement me prive de mon travail, sans indemnités de chômage, donc des moyens de m'acquitter de ma dette, si dette il y a. En outre, j'ai pris la décision de ne régler aucune somme réclamée par le Trésor public (impôts de toutes sortes...). En admettant qu'il est du devoir de tout citoyen de participer à la dette publique, il ne peut exister de devoirs sans droits, aussi en me supprimant ces derniers, le pouvoir ne peut que m'acquitter des premiers.

La liberté d'expresion devient de plus en plus restreinte, les conditions de vie des travailleurs, des immigrés sont de plus en plus précaires. Notre société est de plus en plus fascisante, la loi « Sécurité » de Peyrefitte est là pour nous le rappeler.

Aujourd'hui, on supprime l'emploi aux antimilitaristes. De quoi sera fait demain si nous ne prenons pas nos affaires en main ? Notre avenir est trop précieux pour le laisser aux politiciens.

Jean-Pierre BOCHEREAU

A BOULETS NOIRS

Eus !

La presse nous apprend que le journal *Libération* connaît bien des difficultés. Peut-être que d'autres camarades, bien informés, traiteront le sujet dans le ML. Je voudrais seulement rappeler les conditions du lancement de *Libération*, il y a sept ans.

Le journal était rempli de communiqués qui tournaient tous autour du même sujet : « Camarades, tous ensemble, donnons vie à un quotidien différent, reflet de nos luttes, etc., etc. Pour cela, partout, constituez des comités de soutien, trouvez-nous des sous ! »

Ce qui fut fait, et bien fait. Et puis, du journal de tous, *Libé* devint l'organe d'une équipe de professionnels. Pas sans mal d'ailleurs. Je crois me souvenir d'une occupation de locaux qui a dû laisser quelques cicatrices.

Mais l'important est que maintenant, j'apprends que le capital de *Libération* est détenu par quatorze actionnaires. Alors, tous ceux qui se sont faits le fonds (de poches), ils n'étaient pas actionnaires, eux ? On repasse ces jours-ci à la télévision *Le Cocu magnifique*. Dans la vie politique, les histoires de cocufiage ne sont pas rares non plus, mais elles ne sont guère plus gaies.

Yves PEYRAUT

Perruquons français !

Une publicité incite les chauves à retrouver les cheveux de leur jeunesse et leur moral grâce à une prothèse capillaire de conception inédite. Et d'expliquer : « Cheveux naturels *européens* entièrement tressés et montés par des petites mains aux doigts de fées 100% maison ».

Une précision qui s'imposait car il ne pourrait être question de planter sur des crânes français des tifs africains ou asiatiques. Ça nous défriserait. Et puis, nous ne sommes pas des chauvages (comme dirait l'autre...).

Si Marchais lit ça, il va encore se hérisser et proclamer que européen c'est encore trop cosmopolite pour être honnête et que nous ne voulons que du poil français.

Avouez que devant autant de bêtise, il y a de quoi s'arracher les cheveux !

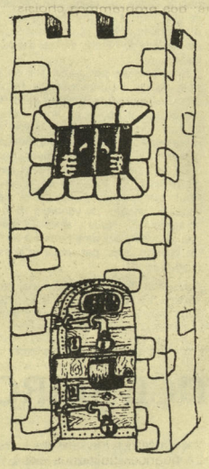
Bla bla blanc

Non, ma chère, les Français ne sont pas si malheureux que ça. Vous avez vu à la télé, c'est les vacances d'hiver, les départs à la montagne.

Mais si, mais si, tout le monde, enfin presque tout le monde, est parti. Les mineurs ne vont plus au charbon, mais à Mégève où ils mettent des lunettes noires à cause du changement de couleur. Les O.S. laissent leurs chaînes pour mettre les planches. La ruée, qu'il a dit le spiqueur !... Ils doivent être au moins 50 millions, là-bas, avec les vieux, les nouveau-nés et les chômeurs. Ça prouve bien que nous sommes heureux sous Giscard. Parce que toute cette neige, pas vrai, ce n'est pas de la poudre aux yeux !...

Le socialisme réel (suite)

Nous avons déjà dit ce qu'il en coûtait à Prague de chanter des chansons « subversives » au cours d'un repas de noces.



D'autres nouvelles, gaies comme des portes de prison, nous parviennent de là-bas :

« M. Petr Cibulka, emprisonné pour dix mois en 1978 pour avoir organisé des concerts de musique pop, signataire de la Charte 77, qui, en 1980, s'était vu infliger un an de prison supplémentaire pour avoir fait la grève de la faim en prison, vient d'être condamné une troisième fois à dix mois de prison de plus, il aurait insulté un gardien. Un autre signataire de la Charte, Jiri Cernega de Susice a été condamné à dix mois de prison de plus pour avoir *Dénigré la présidence* en prenant une photo de quelques amis sur fond de portrait de M. Husak, chef du parti et de l'Etat ».

Un musicien dont les airs ne figurent pas dans les partitions de la clique au pouvoir. Un contestataire qui se paie la tête du chef. En voici deux qui ne sont pas encore sortis de l'auberge. A quand l'exclusion de leurs cellules ?

Saignant !

Une dépêche de Tel-Aviv nous apprend que la circoncision vient d'être pratiquée pour la première fois au laser sur un garçon de treize ans souffrant d'hémophilie.

Voilà une information qui nous la coupe ! Décidément, on n'arrête pas le progrès et ça permet de mettre une technique de pointe, si l'on ose dire, au service de la barbarie moyenâgeuse.

S.B.

Un service pratique et régulier, un soutien :

L'ABONNEMENT

A BAS LES LOIS !

« DÈS qu'il y a un juge, il y a injustice », disait Tolstoï. C'est un fait. Bidalou révoqué, nous pourrions nous frotter les mains en ricanant : « Un de moins ! »

Mais nous ne sommes pas naïfs au point de croire qu'il suffit de révoquer un juge pour que s'effondre l'institution qu'est l'appareil judiciaire. De même que la révocation de quelques archers du roy n'annonce pas la dissolution de la police !

L'appareil juridique est la colonne vertébrale de l'Etat. Dans tous les cas, c'est lui qui permet l'institutionalisation de la domination. C'est lui qui permet le passage de la domination brute du stade militaro-guerrier au stade plus élaboré qui est le stade étatique classique. Que ce soit sous forme régalienne (théologique) ou sous forme républicaine (métaphysique).

Dans le cas de l'Etat régalien (ou aristocratique), l'appareil juridique pose la domination sur des catégories théologiques (droit divin...). Dans le cas de l'Etat républicain (bourgeois ou techno-bureaucratique), le juridique établit la domination d'une catégorie sociale sur une autre, sur des concepts ou abstractions métaphysiques (le bien, le mal, la civilisation, le peuple, la nation...).

L'appareil juridique, en période de « régression » ou de retour en arrière, devient impuissant à assumer sa fonction centrale d'instrument de la domination étatique, et donc de classe. C'est alors, quelle que puisse être la cause de cette « régression » (guerre, montée des luttes sociales...), qu'il doit être relayé par les forces premières qui le légitimisent et sans lesquelles il ne peut exister : l'armée et la police.

Ce n'est pas sur le terrain de la justice que peut se jouer la lutte révolutionnaire. Au-delà de son rôle de révélateur ou « analyseur sociologique », ce n'est pas un juge Bidalou ou même cent qui supprimeront l'Etat. Les gauchistes et les réformistes de tout poil peuvent pleurer sur le sort du révoqué. Pour nous, anarchistes, il n'est qu'un « Urubu » parmi d'autres.

Il n'y a de lutte révolutionnaire que sur le terrain de la lutte des classes, laquelle passe forcément par la lutte contre l'Etat et donc contre son appareil juridique en tant que tel.

SERGE (groupe Sevran-Bondy)

PCF-CGT

LE RETOUR AU GHETTO

TOUT le monde, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, s'accorde à penser que l'unique préoccupation du parti communiste, dans les récents événements qu'il a provoqués, est un souci électoraliste dans la perspective des élections présidentielles. Il faut bien reconnaître que si telle est bien son unique préoccupation, il s'y prend plutôt mal.

Il est intéressant de se souvenir de l'attitude adoptée par ce même PC quelques mois avant les élections législatives de 1978. Les polémiques développées alors avec le PS avaient bien pour but d'empêcher une victoire du programme commun qui amènerait la gauche à gouverner dans une situation de prédominance du PS. Cette attitude d'isolement avait pour fondement un refus d'exercer le pouvoir politique dans des conditions qui lui étaient défavorables.

Et aujourd'hui ? Ne voit-on pas une similitude avec cette tactique ? Et peut-on concevoir que le PC envisage sérieusement une victoire électorale en 81 ?

En fait, la manœuvre est simple. Il s'agit d'empêcher par tous les moyens que Mitterrand ne l'emporte au second tour, ce qui placerait le PC dans une position délicate. Face à cela, deux portes de sortie s'offrent au parti : soit Marchais devance Mitterrand au premier tour, et alors il ne fait pas de doute que Giscard sera réélu haut la main; soit, dans le cas le plus probable où Mitterrand arriverait en tête au premier tour, il faut alors que, malgré un désistement officiel du PC en sa faveur, il apparaisse comme un si mauvais candidat aux yeux des électeurs communistes que ceux-ci n'aient même pas besoin de mot d'ordre de leur parti pour s'abstenir de voter.

Face au grand nombre de candidats à ces prochaines élections, représentant toutes les sensibilités possibles et imaginables de l'extrême-gauche, le PC ne peut guère espérer mordre sur cet électorat « marginal ». La seule solution consiste donc à gagner des électeurs sur sa droite, seul moyen de mettre en danger le candidat du PS. C'est le sens de ces campagnes récentes sur les immigrés et la drogue, que le Front National et le PFN ne désavoueraient pas. Dans une période où — on nous le répète assez — l'insécurité préoccupe au plus haut point les Français, l'avenir le plus brillant peut être promis par un parti qui apparaîtra comme le parti de l'ordre et de la rigueur morale. Si dans ce domaine, le PC n'a jamais varié sa position, en revanche il n'y avait jamais autant mis l'accent.

Mais il ne suffit jamais de parler pour être cru; et le PC reste tributaire d'un lourd handicap, d'autant plus que, dans le même temps, il est redevenu l'allié inconditionnel de l'URSS dans sa politique internationale. Les deux affaires d'Afghanistan et de Pologne ne peuvent manquer de peser d'un grand poids dans la balance électorale. Les partis de droite ne se privent d'ailleurs pas de faire renaître l'imagerie du communiste au couteau entre les dents. C'est bien pour cela que, contre toutes les apparences, les plus beaux fleurons de la rigueur morale et de la chasse aux immigrés (Bonnet, Stoléru, Peyrefitte, pour ne citer que les exemples les plus significatifs) critiquent violemment l'attitude du PC, ce qui ne peut manquer de réhausser son prestige auprès de tous ceux qui font de la défaite de Giscard leur objectif principal.

Dans le domaine de la politique d'information, c'est la même chose. L'interruption d'une émission d'Antenne 2 par les jeunesses communistes et les jeunes de la CGT a provoqué l'indignation de tous ceux qui, tout au long de l'année, dirigent et manipulent l'information télévisée pour le plus grand bénéfice du pouvoir en place. Mais, ce faisant, le PC a fait la démonstration de ce que pourrait être sa politique de l'information, à savoir que tout débat est truqué s'il n'est pas mené par les communistes et que toute information est erronée si elle ne vient pas d'eux. Le totalitarisme qui dormait, ou semblait dormir, s'est soudain réveillé dans le PCF, et ce n'est pas avec ce visage-là qu'il pourra améliorer ses scores électoraux.

La politique du PCF vise donc beaucoup plus loin que la prochaine échéance électorale. L'histoire du parti est jalonné de ces périodes d'isolement qui alternent avec des périodes de « Front Populaire » ou d' « Union du Peuple de France ». Chaque fois que la conjoncture économique internationale ne se prête pas à une politique audacieuse dans le domaine social et annonce une période de restrictions, le PCF tourne le dos délibérément au pouvoir. Cela lui permet de conserver une certaine virginité vis-à-vis de la classe ouvrière en se présentant, le moment venu, comme le seul qui n'ait jamais accepté de compromission avec le patronat. Mais que la situation s'améliore, et le PCF n'est jamais absent au rendez-vous s'il y a de la galette à se partager !

Rien de plus facile que d'amener la CGT à camper sur des positions intransigeantes auxquelles personne ne croit. Même si cela revient en fin de compte à livrer les travailleurs pieds

et poings liés au patronat et au gouvernement en les privant de toute possibilité de riposte d'envergure, la CGT maintiendra sa position pendant encore de longs mois, parce que son objectif n'est pas la défense inconditionnelle des intérêts des travailleurs, mais la défense du leadership du PCF dans la classe ouvrière. Elle ne se bat pas pour obtenir la satisfaction des revendications; elle travaille elle aussi dans une perspective à plus long terme qui vise à moyenne échéance la prise du pouvoir politique par le « parti de la classe ouvrière ». Peu importe que les luttes ouvrières connaissent un recul constant depuis plusieurs années, que toutes les conquêtes ouvrières soient peu à peu rognées. La seule chose qui importe, c'est que le bénéfice des futures victoire revienne à la CGT et aux communistes seuls. Et tant pis s'il faut attendre encore longtemps le paradis socialiste...

C'est donc bien volontairement que le PCF s'enferme dans une espèce de ghetto idéologique. A grands coups de déclarations solennelles et d'opérations-spectacle, il occupe l'avant-scène. Les communistes, on en parle; on ne parle même bientôt plus que d'eux. C'est donc bien la preuve qu'ils gênent ! qu'ils sont le dernier rempart contre le fameux « consensus social » ! Et en même temps qu'ils peuvent prétendre représenter la pureté du socialisme, ils créent les réactions d'hostilité qui justifient leur isolement du jeu politique classique.

En définitive, cette politique était la seule possible pour tenter d'enrayer la perte d'audience constante des communistes dans les entreprises, comme le révèlent les résultats des élections syndicales de ces dix dernières années. Le débat ouvert qui se menait dans le cadre de l'unité d'action, notamment avec la CFDT, n'a pas favorisé l'organisation syndicale qui reste la plus sectaire. La loi sociologique qui veut que tout corps social constitué se replie sur lui-même lorsqu'il est menacé de l'extérieur a joué à plein, et rien n'indique que cette position puisse changer dans un avenir proche, pas même au lendemain des élections présidentielles. Il n'y a pas trente-six moyens pour combattre une politique qui est celle des fossoyeurs de la classe ouvrière. C'est sur le terrain des entreprises qu'il faut être présent et agir, dans la lutte quotidienne, pour amener les travailleurs à se battre sur une base de classe contre les exploiteurs, sans tenir compte des intérêts des partis politiques, staliniens ou sociaux-démocrates.

Alain SAUVAGE

SIC

Les femmes, C'EST essentiel.

Jacques CHIRAC

(à l'occasion de Législatives)

Pays Basque espagnol

Une hirondelle ne fait pas le printemps

DÉCIDÉMENT, en Espagne, les certitudes d'un jour ne sont pas assurées d'être celles du lendemain. Il suffit qu'un mort chasse l'autre pour que l'opinion publique soit retournée comme une crêpe à la Chandeleur.

Il y a une semaine, la cause semblait entendue. Après l'assassinat de José-Maria Ryan, l'ingénieur dirigeant les travaux de la centrale nucléaire de Leimoniz, par l'E.T.A.m., on avait assisté à une véritable levée de boucliers contre le terrorisme. Une grève générale massivement suivie avait même apporté à l'Etat espagnol la caution de la presque totalité des forces politiques et syndicales du pays Basque. L'E.T.A.m. se trouvait donc complètement isolé face à l'union sacrée entre l'Etat espagnol et les partisans de l'autonomie régionale. Aujourd'hui, après l'assassinat de José Arregui, membre présumé de l'E.T.A.m., par la police espagnole, la situation semble s'être complètement renversée. Ce sont l'État et la police qui à leur tour se retrouvent placés au banc des accusés. Des manifestations nombreuses et une grève générale de protestation contre la torture ont ressoudé, comme jadis, un pays Basque divisé il y a quelques jours

Cadavre de José-Maria Ryan Photo AFP

encore, sur le problème du terrorisme. La haine de la police espagnole a servi de ciment à cette unité retrouvée et le réflexe de solidarité a de nouveau joué en faveur de l'E.T.A.m. Est-ce pour autant que l'E.T.A.m., après être passé à deux doigts du naufrage, va désormais avoir le vent en poupe et tirer un profit politique durable de son nouveau martyr ? Rien n'est moins sûr !

Après la mort de José Arregui, survenue le 13 février, les choses sont allées très vite. Trop vite ! Dans les heures qui ont suivi, le ministère de l'Intérieur, sans attendre les résultats de l'enquête officielle, a évoqué le premier la torture comme cause de la mort d'Arregui. Les médias ont suivi et l'opinion publique espagnole et internationale s'est émue « d'apprendre » que de telles pratiques puissent encore avoir cours après la mort de Franco. Tout cela est étrange ! A l'ordinaire, les gouvernements en général et le gouvernement espagnol en particulier tentent d'étouffer ce genre d'affaires. En fait, tout se passe comme si la dénonciation de la torture par le gouvernement espagnol et les médias relevait d'une stratégie précise. Qu'on ne s'y trompe pas, en effet ! La torture en Espagne n'a jamais cessé depuis la mort de Caudillo. Paulino Campos a écrit un article sur cette question dans le *Monde Libertaire* n° 387 (du 5 janvier 81) où il décrit les méthodes utilisées par la police espagnole. Il nous rappelle également que nos camarades inculpés dans l'affaire de la Scala ont, aux aussi, été torturés et ont dénoncé en plein prétoire les mauvais traitements qu'ils ont subis. Cela n'a pas soulevé un grand écho dans la presse. Il faut dire que la presse savait cela depuis longtemps et que son silence n'avait rien de fortuit. Mais alors, pourquoi diable dénoncer aujourd'hui ce qu'on s'attachait à taire hier ?

En vérité, le gouvernement espagnol a opéré, à propos de la mort d'Arregui, un changement complet de stratégie. Jusqu'à il y a une semaine, il était isolé dans sa lutte contre le séparatisme basque. Il devait donc s'appuyer pour l'essentiel sur sa police. La mort de Ryan a tout changé. L'assassinat de l'ingénieur permettant en effet une convergence entre le gouvernement et la presque totalité des forces politiques basques, partisans déclarés de l'autonomie régionale. La lutte contre le terrorisme de l'E.T.A.m. allait pouvoir s'opérer dans le cadre nouveau d'un consensus. Dans ces conditions, le gouvernement espagnol pouvait se couper de la frange ultra de sa police. C'est ce qu'il a fait en dénonçant les tortures subies par Arregui. Il a voulu jouer le jeu de la « répression démocratique » comme en Allemagne, en Italie ou en France. A quoi bon en rester à des méthodes barbares d'extermination quand on peut arriver au même résultat par l'isolement sensoriel et autres pratiques du même genre qui ont l'avantage sur les précédentes de ne pas faire pleurer dans les chaumières. Le calcul n'était donc pas si mauvais que ça a priori. Manque de chance, la police espagnole a refusé de porter seule le chapeau. Elle a fait bloc. Des centaines de policiers ont démissionné par solidarité avec leurs collègues tortionnaires qui avaient été révoqués. Force a donc été de reconnaître que les tortures pratiquées sur Arregui n'avaient rien d'une bavure, mais relevaient au contraire d'une pratique courante couverte par le gouvernement. De plus, l'opposition de gauche (communistes et socialistes) a pris du plomb dans l'aile à l'occasion de cette affaire. En votant la loi anti-terroriste — qui permettait de travailler les suspects au corps pendant dix jours — elle s'est révélée comme la complice de la torture. Grâce à la police espagnole, l'E.T.A.m., auréolé d'un nouveau martyr, a donc réussi à retourner en sa faveur une opinion publique qui lui était franchement hostile une semaine auparavant. De là à dire que ce retournement va être durable, il y a cependant une marge !

En effet, quand le gouvernement espagnol aura réussi à mettre sa police au pas (et rien n'indique que l'opération soit irréalisable), l'E.T.A.m. se retrouvera dans la même situation qu'avant. Isolé politiquement par rapport aux partisans de l'autonomie régionale et en butte à des forces de répression qui seront d'autant plus féroces qu'elles seront passées du stade de l'extermination artisanale à celui de l'extermination scientifique ! Un avenir sombre donc pour l'E.T.A.m. ! Un avenir qui, malgré les apparences trompeuses, est en train de se dessiner aujourd'hui car, il convient d'annoncer le printemps du terrorisme. Si printemps du terrorisme il y a, ce sera celui de l'Etat espagnol !

J.-M. R.

POLOGNE

LES ÉTUDIANTS

Situation générale et revendications

La situation des étudiants polonais, avant les événements du mois d'août dernier, était assez comparable à celle de leurs homologues des autres pays d'Europe de l'Est : difficulté des concours d'entrée, recteurs de facultés nommés par le gouvernement, programmes imposés d'en haut, cours de marxisme obligatoires, impossibilité de se rendre dans les pays étrangers, le cadre d'un syndicalisme étudiant corporatiste, tel que nous le connaissons en France.

Ils voulaient : l'autonomie des facultés, c'est-à-dire la nomination d'un recteur effectuée par des commissions paritaires : professeurs, administration, étudiants; des programmes choisis par ces mêmes commissions paritaires; l'apprentissage des langues étrangères par options choisies, et non celle du russe obligatoire; des cours reflétant les diverses tendances politiques existantes, et non plus des leçons de marxisme obligatoires.

File d'attente devant une boulangerie à Varsovie

La création du syndicat ouvrier Solidarnosc a déclenché chez les étudiants un réflexe de révolte identique à celui des travailleurs contre la situation qui leur était faite par le régime. Leurs revendications, si elles ne comportaient pas vingt et un points, étaient pourtant essentielles, et débordaient largement

Ces revendications leur sont maintenant acquises. Mais deux de leurs exigences ne sont pas encore accordées (et pour cause !). Ce sont : l'obtention rapide d'un passeport valable pour tous pays et durable; la réduction du service militaire de un an... à trois mois, et ceci, à la fin des études.

Déroulement de la grève des étudiants

A Lodz, les étudiants ont tout d'abord occupé un bâtiment de leur faculté, puis, trop nombreux, ont occupé l'ensemble des locaux. A ce moment-là, ils se sont heurtés à l'éternel problème étudiant qui, improductifs de fait, ne gênent guère les pouvoirs en place, quels qu'ils soient.

Malgré tout, ces occupations universitaires ont donné lieu à des échanges, au grand jour, d'idées intenses et « subversives », que l'on pourrait comparer au bouillonnement du Mai 68 français, ce qui ne s'était pas vu depuis très longtemps dans l'histoire de la Pologne.

Les syndicats Solidarnosc ont été à tout moment au courant du déroulement des grèves des étudiants par le biais des télex d'entreprises (détournés au profit des travailleurs de celles-ci). Ils ont assuré les étudiants de leur aide effective, proposant le débrayage des usines en cas de refus du gouvernement d'accorder satisfaction aux revendications pré-citées.

Sachant cela, sachant aussi que les enseignants soutenaient les étudiants outre leurs actions propres, le pouvoir a préféré céder sur des points importants, plutôt que de faire face à une nouvelle grève générale.

LES PAYSANS

En Pologne, hormis les paysans employés dans les kolkhozes, et qui ne font que cela, les paysans sont aussi des travailleurs, employés pendant la journée dans la sidérurgie ou ailleurs. Rares sont ceux, mais nous en avons pourtant rencontrés, qui possèdent pour une famille l'équivalent de dix ou onze hectares. Ceux-là sont des « riches ». En général, le paysan a un hectare, dont la culture lui sert à survivre et à en vendre les produits sur les marchés libres ou au marché noir.

Les prix de vente sont imposés par le gouvernement et c'est ce fait, en particulier, qui constitue actuellement l'enjeu de la principale revendication : les paysans exigent la liberté des prix. Pour ce faire, il existe en ce moment trois organisations de paysans, qu'ils cherchent à regrouper en une même structure (« Solidarnosc rurale »), calquée sur celle de la Solidarnösc ouvrière.

Bien que le gouvernement n'accepte pas le regroupement paysans-étudiants-travailleurs dans la même organisation, les trois organisations de paysans sont en rapport effectif avec les Solidarité ouvrière et étudiante.

Mercredi 11 février, au ministère de l'Agriculture de Varsovie, Walesa, représentant de Solidarnösc, les paysans et le gouvernement négociaient l'existence du statut légal d'une organisation paysanne. A l'issue de cette réunion, le statut était refusé. Cette décision du gouvernement était prévisible, dans la mesure où il ne peut accepter la libéralisation des prix, fait qui le conduirait à accepter des échanges commerciaux hors contrôle du pouvoir et donc à nier le capitalisme d'Etat au profit d'un retour au « capitalisme privé » (sic).

En fait, Kania et consorts ne peuvent accepter que les paysans vendent directement leurs produits aux travailleurs, sans passer par eux. Face à cette décision du gouvernement de ne pas reconnaître l'existence d'une organisation paysanne, aura lieu, le 10 mars, une réunion nationale de Solidarnosc, qui définira l'aide que le Syndicat ouvrier peut apporter aux paysans.

Solidarnosc de Gdansk nous a déclaré que l'organisation est prête à donner au gouvernement l'assurance que les salariés travailleront désormais tous les samedis (alors que le samedi libre était une des revendications essentielles), en échange de la reconnaissance officielle de l'organisation paysanne par le pouvoir.

En Pologne, la solidarité n'est pas un vain mot !

Colette, envoyée des Relations Internationales et du Monde Libertaire

Sortie des paysans et de Walesa après les négociations paysans/pouvoir

informations internationales

POLOGNE

Etat des revendications, sept mois après les événements de Gdansk

SEPT mois après la grande grève des chantiers navals Lénine, Solidarnosc accapare la une des actualités politiques nationales et internationales. Depuis août, les médias les forts en thème, fusillent le peuple polonais et fixent leurs regards vers l'URSS : le régime socialiste ne peut accepter l'existence de syndicats indépendants, l'Union Soviétique doit intervenir.

Non seulement les syndicats indépendants vivent, mais se développent. Sur trente-deux millions d'habitants — dont douze millions de salariés — dix millions sont affiliés aux NSZZ reconnus.

A ces millions de syndiqués, il nous faut rajouter les membres de Solidarité rurale et étudiante. L'impression générale qui frappe immédiatement un observateur étranger est l'état permanent de vigilance sociale soutenue par la population. La combativité n'a de cesse depuis les grandes négociations de Gdansk; elle se révèle quotidiennement au cours des conflits avec l'administration locale ou lors des négociations nationales.

Solidarité peut vivre, mais doit surtout se construire, avance des revendications unifiantes, tanne le gouvernement pour qu'il applique les accords conclus cet été. Au bout de sept mois de lutte, deux points seulement ont véritablement été reconnus par l'Etat... sur vingt et un : c'est peu. Un syndicat regroupant dix millions de travailleurs, maintenant un contact permanent avec les organisations paysannnes et étudiantes, et n'ayant à sa disposition que sa propre force et quasiment pas de disponibilités matérielles (manque de papier, de locaux, de ronéos, etc.), a comme priorité la mise sur pied de ses structures.

Solidarnosc n'est pas tout à fait une centrale telle que nous les connaissons. Elle regroupe structurellement les travailleurs par syndicats professionnels régionaux ou par sections d'entreprise, et coordonne les sections à travers le biais des unions locales et régionales. Elle n'est ni un conseil ni un parti. Les NSZZ représentent tout cela à la fois. Le non-fédéralisme vertical s'explique suffisamment par le rejet du syndicalisme officiel pour que dans l'immédiat de simples contacts entre branches professionnelles suffisent à maintenir une unité réelle. La peur d'engendrer une bureaucratie, que les travailleurs connaissent et refusent, explique que les militants préparent soigneusement la structure définitive de Solidarité.

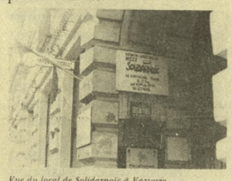
Jeudi 12 février, le Comité national s'est réuni pour définir la position de Solidarité vis-à-vis des résultats des récentes négociations entre paysans, étudiants et gouvernement, de la préparation des élections professionnelles, des revendications globales à avancer, etc. Ce comité (instance décisionnelle nationale) fut renforcé par le mandatement de nouveaux délégués (50 en tout), car l'ensemble des sections refuse tout accaparement individuel des postes de direction. Cette peur de la bureaucratie demeure le leitmotiv de toute structuration interne. C'est le vécu de quarante ans de stalinisme qui dicte les tendances de ce mouvement, et non les ouvrages théoriques !

L'équation qui se pose aux travailleurs polonais se situe à deux niveaux : acquisition de matériel de base indispensable : cela va du stylo à l'offset; la construction d'un syndicalisme neuf dans l'histoire du pays; la formation syndicale et politique de travailleurs, devant eux-mêmes construire ce syndicalisme.

Car, si nous examinons de près cette situation, il est exact de dire que, d'une part, les travailleurs polonais ne peuvent se rattacher à l'expérience d'un mouvement ouvrier national, mais de plus, ils ne peuvent utiliser le passé d'un syndicalisme qui n'a jamais existé sous le capitalisme d'Etat. Le syndicalisme à l'occidentale n'a pas grande utilité sous les auspices du « régime socialiste ».

Ce survol rapide des problèmes qu'affrontent aujourd'hui les paysans, étudiants, ouvriers polonais montre l'ambiguïté des luttes de classe dans les pays de l'Est :

Les travailleurs ne peuvent se tourner vers un passé de lutte continue inexistant, ils n'ont donc pas d'expérience pour faire face à un gouvernement incapable de répondre « d'une façon ou d'une autre » à leurs revendications. Ils doivent surmonter ces obstacles et affronter la réalité sociale et organisationnelle parallèlement.



Vue du local de Solidarnosc à Varsovie

Solidarnosc, officiellement, ne remet nullement en cause le bienfondé du marxisme-léninisme (rôle dirigeant du parti, le socialisme d'Etat, mais... ne recule pas sur les vingt et un points et ne cèdera pas sur ces revendications qui, économiques, deviennent essentiellement politiques et révolutionnaires. En effet, ce n'est pas sur des argumentations d'augmentation de salaire ou sur l'amélioration des conditions de travail que le parti et le gouvernement opposent la raison d'Etat, mais sur des revendications essentielles à l'organisation de la lutte des classes : création de comités d'hygiène et de sécurité, (reconnaissance implicite des mauvaises conditions de travail), les samedis libres (cf. la lutte pour les huit heures aux débuts du syndicalisme occidental), le droit à la liberté de la presse (l'attaque du monopole d'Etat), la libération de tous les prisonniers politiques, le refus d'une censure indispensable à la stabilité du stalinisme, la libération des prix agricoles (reconnaissance d'un marché intérieur à la capitaliste), etc.

La force de Solidarité ne réside donc pas dans un programme politique clairement défini, mais dans son refus de faire des concessions à l'Etat-patron sur des revendications indispensables à la construction d'un mouvement ouvrier organisé qui, de par son existence, remet définitivement en cause le régime dit socialiste.

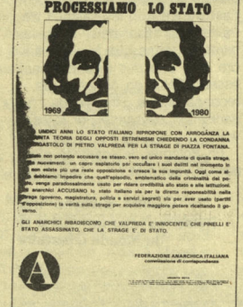
Thyde, envoyée du M.L. et des relations Internationales

Procès Valpreda

Comme nous l'avons annoncé dans le *Monde Libertaire* du 29 janvier, notre compagnon Pietro Valpreda comparaît à nouveau devant les tribunaux italiens.

En effet, onze ans après « le massacre d'Etat » du 12 décembre 1969 à Milan, le procureur général de la Cour d'appel de Catanzaro a réouvert le procès en demandant la prison à perpétuité pour Valpreda.

Face à cette nouvelle attaque de l'Etat, le mouvement anarchiste italien a commencé une importante campagne de soutien à Pietro. Le comité Valpreda, créé à l'initiative de la Fédération Anarchiste Milanaise (FAI) et du Circolo Ponte della Ghisolfa, a tenu des conférences et des meetings à travers toute l'Italie (Milano, Torino, Reggio Emilia, Roma, etc.). Des milliers d'affiches ont été collées dans diverses villes, et des émissions ont été diffusées sur les radios libres.



La presse italienne, dans son ensemble, ne fait aucune information sur ce procès démontrant ainsi qu'une fois de plus elle est à la solde de l'Etat.

Dans les prochains numéros, nous vous tiendrons au courant du déroulement de la situation.

Secrétariat aux Relations Internationales

ESPAGNE

La face cachée des élections syndicales

LES élections syndicales espagnoles, qui devaient normalement se terminer fin novembre et qui furent prolongées d'un mois, ont donc pris fin. Les résultats définitifs sont aujourd'hui connus et ils confirment dans l'ensemble ce que nous indiquions ici même dans des numéros précédents.

Marcelino Camacho, costume-cravate lorsqu'il apparaît en tant que député du parti communiste, pull-over col roulé en tant que leader des Commissions Ouvrières, tout sourire, s'est félicité de ce que sa centrale reste, d'après les résultats officiels, la première force syndicale du pays avec 30,8% des délégués élus aux comités d'entreprises. Nicolas Redondo, député du PSOE (parti socialiste ouvrier espagnol), chef de file de la centrale socialiste UGT, tout sourire, s'est félicité de l'importante progression de son organisation qui parvient presque à égaler sa rivale communiste avec 29,3% de délégués élus. Manuel Zaguirre, secrétaire général de l'USO (Union syndicale ouvrière), sourire mitigé, a bien sûr souligné le net bond en avant de son syndicat qui obtient 9% des délégués, pourcentage toutefois pour que cette organisation puisse intervenir dans les négociations concernant les conventions collectives (minimum demandé 10%). On comprend son désarroi quand on sait que l'USO, appuyée par l'Eglise « progressiste » (sic) et un certain secteur du parti gouvernemental, s'était vue attribuer l'aide financière importante de la grande banque, ce qui lui a permis de mener une campagne publicitaire hors de prix (encarts dans les journaux, spots télévisés, tec.)

Comme cela était à prévoir, les deux principales centrales syndicales gauchistes, SU et CSUT, subissant le contre-coup des luttes intestines qui déchirent les groupuscules politiques dont elles dépendent, ont pratiquement disparu de la scène. Il en va de même des organisations à caractère régionaliste, mis à part le syndicat ELA-STV, qui reste la première des centrales syndicales du pays Basque, et à un degré moindre l'ING (Intersyndicale nationale de Galice). Ces deux dernières nommées recueillent respectivement 2,7 et 1% des délégués élus. Pour compléter le tableau, nous indiquons que les non-affiliés — appellation qui sert à désigner les candidats indépendants — atteignent le taux de 17,2% des élus, les multiples petites organisations gauchistes et régionalistes regroupant quant à elles 10% des délégués.

Il est d'usage, en Espagne comme ailleurs, lorsque des élections se terminent et que ses résultats sont rendus publics, de faire part du taux de participation à ces élections. Dans le cas des élections syndicales espagnole, cela s'imposait d'autant plus qu'une centrale syndicale, une seule, la CNT anarcho-syndicaliste, avait appelé au boycott de ces élections et préconisait donc l'abstention. On sait, pour l'avoir indiqué ici même, que les moyens d'information, fort discrets à ce sujet pendant le déroulement de ces élections, se laissaient parfois aller jusqu'à révéler le pourcentage d'abstention en quelques endroits. Au niveau des résultats globaux, curieusement, une touchante unanimité s'est faite pour taire ce pourcentage. La loi du silence s'est imposée avec force, à tel point qu'il était impossible à toute personne intéressée par ces élections syndicales de savoir si la participation avait été ou non importante. La CNT s'est bien sûr chargée de rompre ce silence. Estimée par cette organisation, dans un premier temps, à plus ou moins 40%, il est à la fois nécessaire et agréable de signaler que la CNT s'est trompée de beaucoup puisque le chiffre officiel, toujours caché par les professionnels de l'information est de 62,3%.

Etant donné l'importance de l'abstention, on comprend mieux ce silence borné de la part de ceux qui ne souhaitent en aucune façon faire de cadeau à la CNT, même s'il est évident que ce pourcentage n'est pas dû entièrement à la campagne de boycott menée par elle, campagne active dont l'influence est par ailleurs incontestable. Autre facteur important qui explique ce fort taux d'abstention : le discrédit qui s'est abattu sur bon nombre de comités d'entreprises, nids de politiciens qui ont fini par se substituer aux sections syndicales d'entreprises. Renforcer et imposer ces sections syndicales d'entreprises, dénoncer la néfaste activité des comités d'entreprises agissant en dehors de tout contrôle, c'est précisément sur ces points que la lutte de la CNT va se poursuivre après ce fantastique coup de pied au cul porté au syndicalisme espagnol d'intégration et de consensus par 62,3% des travailleurs espagnols.

De notre correspondant de Sarragosse

Paulino CAMPOS

Jeudi 12 mars paraîtra un supplément 4 pages sur le problème de la Pologne

NOTE DE LECTURE

CRITIQUE DE LA SOCIO-BIOLOGIE

par Marshall Sahlins

Ed. Gallimard

De la socio-biologie américaine, on ne connaît en France que peu de choses. Quelques noms, Wilson, Hamilton..., quelques thèmes : la biologisation de la vie sociale, l'identification des institutions humaines à des formes de « sociétés » animales, et c'est à peu près tout. A première vue, cette ignorance quasi-totale d'une théorie qui, aux Etats-Unis, déferle sur les sciences sociales à la manière d'un ras-de-marée, semble étrange. Certes, le phénomène est récent, mais l'explication n'est pas là. De toute évidence, l'intelligentsia française boude et méprise la socio-biologie. On lui trouve comme un arrière-goût de racisme, et le fait que la nouvelle droite s'en soit fait le chantre n'arrange rien à l'affaire. Alors, finalement, la socio-biologie ? Une ènième tentative de remettre au goût du jour les concepts fumeux de sélection naturelle, ou de supériorité de la race aryenne, qu'il convient par conséquent d'écraser de notre mépris pour ne pas lui faire de publicité ? Une baudruche pseudo-scientifique qui, avec le temps, se dégonflera d'elle-même ? Rien n'est moins sûr !

Qu'on ne s'y trompe pas ! La socio-biologie diffère du délire nazi par son sens des nuances et une incontestatble subtilité. Les socio-biologistes ne sont pas du genre exhibitionniste ou provocateur. Pas question pour eux de se proclamer racistes, de parler ouvertement de la supériorité de telle ou telle race ou de se faire les apôtres de la sélection naturelle. Leurs propos sont plus feutrés, plus ambigus, plus insidieux. Ils savent ménager les apparences. Leur ambition affichée consiste tout simplement, sous couvert des dernières découvertes en matière de biologie, à énoncer des règles générales censées régir les rapports entre le social et le biologique. C'est ainsi, par exemple, qu'ils ont dégagé de leurs recherches le principe de l'automaximisation de chaque génotype comme constitutif de la logique fondamentale de la sélection biologique. Difficile dans ces conditions de les mettre d'entrée de jeu au banc de l'infamie. On a beau ressentir « d'instinct » où ils veulent en venir, on a du mal à transposer cette répulsion au niveau d'une critique argumentée. Pour les débusquer, il faut les traquer sur le terrain même de leurs investigations. C'est ce qu'a fait Marshall Sahlins, et ce, de façon magistrale.

Dans un premier temps, il règle son compte à la socio-biologie vulgaire à la mode d'Ardrey, Lorenz ou Morris qui défend l'idée que chez l'homme, l'organisation sociale figure des dispositions naturelles. Il démontre à quel point il est lamentable d'analyser les rapports sociaux comme des résultantes de prétendues dispositions innées du genre agressivité, altruisme, sexualité d'un type donné. Il dénonce la tentative consistant à considérer comme naturelles les classes sociales, la hiérarchie, la guerre..., sous prétexte qu'on observe chez les animaux des phénomènes de dominance ou de rivalités territoriales. Ensuite, il s'attaque au gros morceau qu'est la socio-biologie scientifique et il réduit à néant le concept de sélection de parenté. Par une argumentation serrée et implacable, il balaye l'idée selon laquelle toute conduite sociale ou asociale peut s'expliquer d'un point de vue évolutionniste, par une tendance du matériel génétique à se minimiser au fil du temps. En conclusion, il met au grand jour les insuffisances de la socio-biologie, vulgaire ou scientifique, comme soi-disant théorie de la culture. Pour lui, la société humaine, ses institutions, sa culture ne sont nullement des manifestations d'une « nature humaine ». La culture ne relève pas de l'inné. Elle est de l'ordre du construit parce qu'il y a « un arbitraire du signe social par rapport aux motivations ». En clair, chaque type de société est la résultante d'un ensemble de facteurs. Elle est ponctuelle, évolutive et donc modifiable.

Ensuite, dans le chapitre intitulé « Biologie et Idéologie », M. Sahlins identifie le ressort profond de la socio-biologie. Il explique en quoi elle est représentative, en tant qu'idéologie, d'un type de société donnée, dominée par l'individualisme possessif et le capitalisme concurrentiel. Il met à nu sa fonction principale qui est de parachever la transition entre une prétendue sélection naturelle et l'exploitation sociale.

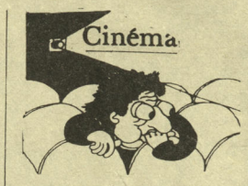
De ce point de vue, M. Sahlins nous démontre la dangerosité de la socio-biologie. Il nous invite à être vigilants face à la moindre des assertions d'une théorie pseudo-scientifique qui, d'une manière insidieuse, n'a pas d'autre objet que de justifier l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme.

Un livre à lire, donc, car à entendre notre ministre de l'Education dénoncer, il y a peu de temps, « l'illusion selon laquelle nous serions tous égaux de naissance », on se rend compte que, par le biais de la nouvelle droite, les idées de la socio-biologie ont déjà pénétré dans les hautes sphères de l'Etat. Les ignorer serait donc dangereux. La socio-biologie n'est pas une baudruche qui se dégonflera d'elle-même ! Comme le fascisme qu'elle sous-tend, il nous faudra l'écraser du talon.

Jean-Marc RAYNAUD

LIVRES EN VENTE A PUBLICO

L'homme en accusation, Grassé	55 F
Le guide Marabout de la Citizen Band et des radios amateurs	15 F
Les prisonniers d'opinion en URSS, Amnesty International	45 F
L'anarchisme et le problème de l'organisation, Balkanski	4 F



KES

Réalisation :

Kenneth Loach

(V.O. 1969)

Délaissé par sa mère, brutalisé par son frère, Billy Casper, 15 ans, termine sa scolarité, contraint de choisir un emploi intéressant dans un charbonnage ou une entreprise industrielle. Lors d'une interview, le producteur, Tony Garnett, répond ainsi :

« Notre système veut enseigner aux enfants la discipline industrielle, quand ils sont sur le point de quitter l'école... On vous enseigne deux ou trois choses et surtout l'obéissance... » L'existence de Billy est une suite d'émotions et de sentiments en forme de crocs jusqu'au jour où il apprivoise un jeune faucon...

Le monde des adultes manque de cœur et d'intelligence.

Tout le drame de l'enfant scolarisé sort de là : Billy est prêt toujours à rire ou à rêver parce qu'il ne veut pas être l'esclave du tout-fait, esclave du non-sens. En deçà ou en-delà des rivières vertes du mois de mai, le cœur, les sens, le corps, la tête ont envie de transformer le monde.

C.C.

Cinéma

PARADISO

réalisation : C. Bricout

(1977)

Rush distribution

Jean, étudiant aux Beaux-Arts, s'oppose violemment à la rage désespérée de son père, ouvrier. Ce qui arrête le soleil, c'est cela : la vie minutée, encagée.

La caméra de Bricout glisse dans la nuit lilloise et fait voir ce qui éblouit et effraye Jean.

La liberté vers l'interdit est semblable au paradis dont il a rêvé dans son enfance. L'envie de vivre « ici et maintenant » investit son environnement prolétaire.

Jean échappe au paradis artificiel d'une boîte de nuit, « Le Paradiso », puis met à nu son désarroi quand une gardienne de toilettes publiques lui ouvre sa tendresse et sa nostalgie.

Jean attend tout d'un visage nouveau pour rompre cet encerclement systématique.

La parole et l'imagination sont un chemin de soleil dans notre tête et dans notre vie.

Claude CLÉMARON

LA RÉVOLTE DES RUSTAUDS

par Epistolier et M. Trublin

Cette bande dessinée d'Epistolier-Trublin est parue dans Le Citron hallucinogène, périodique de bandes dessinées.

FIN DE PARUTION

EN VRAC...

Le passage d'ANTOINE TOMÉ le samedi 28 février à 21 heures à Anizy-le-Château, dans l'Aisne (salle des fêtes).

Celui de DJAMEL ALLAM le 28 mars à la salle des fêtes de Sevran (21 h); FRANÇOIS BÉRANGER (outre l'Olympia, du 3 au 8 mars) chantera le 12 mars à Dieppe (Arques la Bataille) à 21 heures, le 13 à Melun (salle des fêtes, 21 h), à la Bourse du Travail de Lyon le 14, à 21 heures, le 16 à St-Etienne (salle Jeanne d'Arc), le 17 au Palais des Congrès de Dijon, 21 heures, le 18 à Strasbourg, à 21 heures au Hall Tivoli, le 20 (21 h !) à Jour-les-Tours (Palais des Sports), au Havre le 21 à 21 heures (lieu à préciser), le 22 à Coutances, salle du marché couvert... à 17 heures; le 23, ce sera au Mans (Théâtre municipal), le 24 au Hall Sorel, à Caen, le 25 à Nantes (Le Paris), le 27 à Rouen (Espace Duchamp-Villon, centre commercial de St-Sever) et le 28 à Hagoudange, spectacle à Jœuf (salle municipale des Sports), le tout à 21 heures, of course.

MICHEL BUHLER chantera du 17 au 21 mars à St-Etienne, au café-théâtre « La Colombe » (17, rue Notre-Dame), à 21 heures aussi.

IMAGO se produira le 3 mars à Clichy (Maison du Peuple) à 20 h 30, le 10 à Valence (MJC), 21h et le 11 à Chambery à 21 heures, (Théâtre Ch. Dullin).

MARCEL AMONT passera le 27 février à Alençon (61) à 20 h 45; le 28 février à Villeneuve-le-Roi (94) à 21 heures (salle des fêtes, rue du docteur Calmette).

Quant à MARIE-JOSÉ VILAR, c'est au TEP (17, rue Melte-Brun Paris 20e) qu'on pourra l'écouter les 18 et 19 mars à 21 heures.

A la Gaîté-Montparnasse (26, rue de la Gaîté, 14e, tél : 322. 16.18), HUBERT-FÉLIX THIEFAINE éructe du 10 au 29 mars à 20 heures.

LES BATELEURS 2 000, jouent et rejouent *Le Palais du fond des mers* jusqu'au 26 avril, et *Les Amours de Jacques le Fataliste* jusqu'au 29 avril (renseignements au théâtre).

A la Roquette (76, rue de la Roquette, Paris 11e, tél : 805.78. 51) PATRICK ABRIAL, du rock, du 1 au 14 mars à 21 heures.

Au café-théâtre l'Antidote (6, rue des Bernardins, 13100 Aix-en-Provence, tél : 26-33-16), jusqu' au 28 février : BERTY et le groupe VITUNPEU, spectacles pour enfants le 28 février. Du 4 au 7 mars, MICHEL CORRINGE; du 1 AU 14, JACQUES FLORENCIE chante Couté et Bruant; du 16 au 17, JEAN-ROGER CAUSSIMON; du 18 au 21, PATRICK FONT; du 25 au 28, TROMPETTE et BOURGUIGNON PZU. (Tarifs : 28 F, 25 F pour chômeurs et étudiants). Du mardi au samedi à partir de 19 h 30.

DEMAIN, LE PERRUQIER CHIRAC ET SES ACOLYTES RASERONT GRATIS...

suite de la page 1

Ce qui caractérise un impôt comme la TVA, c'est qu'il est surtout sensible aux petites bourses qui n'achètent que ce qui leur est nécessaire, et ce qui est nécessaire ne constitue qu'une part négligeable des bourgeois nantis. Ainsi, l'augmentation de la TVA, sur le panier de la ménagère, peut avoir des incidences dramatiques alors qu'elle ne représente qu'un désagrément pour Chirac et les propriétaires de châteaux qui ne sont pas tous en Espagne, mais dans ce bon vieux pays dont la Corrèze fait partie. Ce Chirac, tout de même, il est bien de chez nous et il nous rappelle ces marchands de coupons qui vendent à la sauvette sur le marché et ajoutent au lot quelques serviettes pour dissimuler la pièce principale que ses dimensions rendent inutilisable. Du beau travail, de quoi rendre jaloux son compère Marchais qui, pour l'instant, travaille dans la médecine.

Autour d'un programme où l'économie est le squelette, il faut mettre de la chair. Les grosses têtes qui drivent Chirac ne se sont pas mises le martel en tête. Autour du maire de Paris, des folles prétendaient caracoler en liberté. Que cela ne tienne, on pourra encore les faire servir. Ce n'est pas sans raison que Debré pleurniche que le Chirac lui pille son programme à lui... le féal du général. Pour Marie-France Garaud, elle se contente de tortiller du cul et de faire la moue devant la politique étrangère de son ancien patient, pas assez musclé à son avis et qui, c'est vrai, est à l'image du Couve de Murville, c'est-à-dire délavé à force d'avoir servi.

A propos de prestation de Chirac, on a parlé de Reagan ! Pourquoi pas. Toutes les économies des pays capitalistes libéraux en sont au même point, pour les mêmes raisons et naturellement, avec les mêmes difficultés classiques, tous ces régimes ont recours aux mêmes remèdes qui ont cent fois servi depuis cent

cinquante ans pour permettre au système capitaliste de reprendre son souffle.

Devant Chirac, ce bulldozer que la réaction tient en réserve pour l'opposer à Marchais, Giscard ne s'est pas encore déclaré. Sa cote baisse, sa cote monte ! Faut bien amuser l'électeur. Se présentera, se présentera pas ? Il se présentera, soyez en sûrs, et il est probable qu'il gagnera ! Giscard, c'est le spectacle, Chirac, c'est la trique. La bourgeoisie, qui aime sa tranquillité et que les matadors importunent, va une fois encore jouer Giscard en gardant Chirac dans sa manche. La bourgeoisie aime ce centre mou, bien respectueux des traditions avec un zest de social pour attendrir les organismes internationaux qui se penchent sur la misère de l'humanité. Deux fers au feu, ce fut la tactique de toutes les classes dirigeantes. Mais pour que Chirac, ainsi que Marchais, à l'autre bout de l'échiquier, aient une chance, en cas de malheur, il leur faut faire un score honorable et ils ne peuvent le faire qu'en empruntant l'un à l'autre un peu de leur démagogie. Marchais est pour la patrie et la propreté, la délation et la bêtise; Chirac est pour la diminution des impôts pour les « petits », l'intéressement. Bref, l'un donne dans la respectabilité, l'autre dans le social, sous les applaudissements de leurs troupes, tout heureuses de se retrouver socialistes et nationalistes à la demande !

En réalité, tous ces programmes sont à l'unisson. Il s'agit de relancer l'économie, à Berlin comme à New York, à Londres comme à Paris, et les remèdes sont les mêmes : comprimer les salaires, limiter les dépenses, liquider les canards boiteux, relancer les fabrications de pointe, arriver avant le concurrent sur le terrain pour vendre sa camelote. A l'aventure économique a succédé la concurrence économique; le cercle des vendeurs s'élargit, le cercle des acheteurs se rétrécit. Voilà la vérité ! L'effet Reagan sera terrible pour l'économie européenne qui n'est pas en état de suivre. Au bout de cette course, le chômage dans tous les états européens, la diminution des revenus, avec tout leur cortège de réglementation, de contrainte et finalement de révoltes. En réalité, l'économie libérale est coincée entre les prix de revient des objets fabriqués et les possibilités restreintes de s'équiper pour la majorité des peuples.

La population, une fois de plus, va « bien voter ». Elle choisira la pédale douce. Giscard, c'est le verbe et les foules, la comédie, elles adorent ça ! Attention, soyez sages, conduisez-vous bien car, à défaut de Chirac, vous pourriez hériter de Marchais, et le petit rentier de se souvenir des emprunts russes. Notre démocratie a ceci de particulier qu'elle ne se constitue pas une majorité à partir de gens qui ont une opinion, discutable ou pas, mais par un léger déplacement de voix d'un quarteron d'abrutis qui vont vers l'urne comme on va aux chiottes, sans autre but que de se débarrasser vivement de sa crotte. Et c'est ces cinq ou six cent mille électeurs qui déplacent les majorités. Ce phénomène, aujourd'hui bien connu, explique la démagogie effrénée d'un Chirac en concurrence avec Marchais pour faire le plein de tous les abrutis qui jouissent, l'espace d'un instant, à entendre parler de patrie, de justice, de droit et de se trouver « du côté des gens bien sous tous les rapports ».

Non, il ne s'agit pas d'une situation particulière à notre époque ! Ce qui est particulier, ce sont les modalités de la classe dirigeante à choisir les moyens de se continuer. Les soubresauts des sociétés qui se désagrègent font naturellement du dégât parmi les couches les plus pauvres, et l'action des partis est dans l'incapacité de les limiter, je dirais mieux, de les orienter. La société capitaliste, attaquée de plein fouet par l'évolution générale des peuples, cherche par tous les moyens à freiner cette désagrégation et à conserver, sinon ses intérêts de classe, au moins les moyens de les retrouver dans des structures plus appropriées. Et on les comprend ! Ce qu'on comprend moins, ce sont ces équipes, grandes ou petites, qui se réclament du socialisme ou d'un socialisme qui s'inscrit dans le système pour le corriger, afin de le faire servir de cadre à leurs ambitions particulières.

Les mutations économiques sont toujours douloureuses, Chirac, mieux que tout autre, le sait. Ses chances aujourd'hui sont minces, ce sera pour le prochain tour ! Certes, il prépare son arrivée aux affaires dans des temps difficiles, en nous expliquant qu'il rasera gratis. C'est un pari ! L'histoire nous apprend qu'il ne faut pas le perdre si on ne veut pas se trouver en face des foules en colère, celles-là mêmes qui se laissaient embarquer dans tous les coups foireux et qui adorent se promener avec des têtes au bout d'une pique pour se faire pardonner leur connerie.

M. JOYEUX

Boulot... Insécurité... Métro... Crise... Dodo... Rêve... Boulot...

UNE grève pour protester contre l'insécurité dans les transports ! Ce qu'il y a de séduisant dans ceci, c'est que le problème des conditions de travail, pour une fois, rejoint les intérêts apparents du public; soit, dans ce cas précis, l'insécurité pour les transportés (ou les roulés, disions-nous en d'autres temps !).

Le grand coupable, c'est le pilote automatique ! Et les syndicalistes laborieux de nous expliquer que les conducteurs sont « démotivés » par l'automatisation et les conditions de travail nouvelles que cela implique. Bien sûr, en toile de fond, leur souci est de montrer que les revendications qu'ils portent en avant depuis des années correspondent à l'intérêt des roulés : nous qui, en fait, sommes leur « cible ». Le grand problème est de surmonter la coupure qui existe entre les travailleurs du métro, chaque fois qu'ils se mettent en grève, et les autres, le « public ».

Alors, remettons les choses à leur place. Tout d'abord, il faut qu'ils soient persuadés, ces chers stratèges syndicaux, que de toutes façons, le public sera toujours contre eux chaque fois qu'ils feront grève ainsi. Ceci pour la bonne et simple raison que leur boulot à eux, RATPistes, c'est d'amener ces gens au boulot. C'est-à-dire à la « petite mort ».

Avez-vous déjà vu des gens heureux d'aller perdre, tous les jours, huit heures de leur vie pour les intérêts de quelques autres ? Et cela, même s'ils ne peuvent le formuler clairement, tous le savent très bien. Alors, si en plus, il faut faire des bornes et des bornes à pied, attendre des heures dans les courants d'air, se faire piétiner, parfois même casser la gueule par des Dupont qui paniquent, etc. Non ! Ne cherchez pas : il n'y a plus personne pour les soutenir, ces braves grévistes ! Et le Dupont moyen, qu'il soit La Joie ou non, même s'il se révèle incapable d'analyser correctement sa situation, le comprend et le sait, loin, au fond de son inconscient. Vous faites partie de cet ennemi collectif que le langage populaire, la langue réelle, celle de tous les jours, désigne sous ce vocable irritant : « ILS ». (« Ils » sont encore en grève, « Ils » nous font chier, qu'est-ce qu'Ils ont encore inventé ?, etc.). Alors, faites ce que vous voulez : vous ne vous concilierez jamais les grâces du public !

Ceci dit, réfléchissons ensemble sur votre mot d'ordre de grève : « Contre l'automatisation ». Si votre seul souci est la « sécurité », alors il n'y a trop rien à redire (ça se vend bien en ce moment la « sécurité »...), sinon que vous n'avez pas besoin de vous casser le bol : les technocrates ont depuis longtemps calculé que la sécurité des transports est l'un des points centraux qui permet de diminuer le coût social de la reproduction de la force du travail — que nous sommes ! Autrement dit : moins il y a d'accidents de transport, moins les patrons sont obligés de dépenser de fric sur ce qu'ils nous volent. Et donc, plus ils peuvent faire de profits en restant « compétitifs » par rapport à leurs petits copains.

Ceci, c'est pour la sécurité. Mais autre chose est inquiétant dans votre grève : vous dites que c'est à cause de l'automatisation qu'il y a baisse des effectifs, et que celle-ci entraîne donc une baisse de la sécurité. Que l'automatisation entraîne une baisse du volume horaire de travail humain nécessaire pour produire une pièce ou un service, c'est évident. Dire que cette baisse de volume horaire entraîne une

baisse possible des effectifs, nous sommes d'accord avec vous : mais il ne faut pas oublier de dire que cette baisse des effectifs n'est due qu'aux NÉCESSITÉS INTERNES, PROPRES AUX NORMES DE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE.

Enfin, faire l'amalgame, comme vous le faites, en disant : automatisation égale baisse de la sécurité, c'est tomber dans le grotesque ! L'ennemi n'est pas et ne peut pas être l'automatisation en elle-même. Dire ceci, ou le laisser penser, c'est reprendre les arguments mystiques des anti-progressistes du 19e siècle (arguments aussi ridicules que ceux des scientistes). Souvenez-vous des conducteurs de diligences qui sabotaient les voies ferrées en se cachant derrière un discours qui se voulait « pour le bien de l'humanité » ! C'est avec ce genre d'arguments que vous vous disqualifiez et que vous disqualifiez avec vous le syndicalisme dans son ensemble. Se battre contre l'automatisation est un combat d'arrière-garde et, disons-le, de connerie pure et simple.

Pour le techno-capitalisme, l'automatisation est un moyen d'économiser sur le coût de production, en diminuant la part salariale dans le prix de revient global. Donc de diminuer aussi le nombre des salariés. Pour nous travailleurs, l'automatisation signifie deux choses : moins de travail, risque de chômage. Sur le premier point, à part quelques attardés, tout le monde est d'accord. Moins il y a de travail, mieux on se porte. C'est la première des revendications de l'humanité depuis qu'elle s'est groupée, avec celle du droit au plaisir ! Ce qu'il ne faut pas, c'est que ce « moins de travail » entraîne automatiquement une réduction des effectifs des salariés, mais qu'il soit réparti entre tous.

De ce, jusqu'à ce que nous atteignions le nombre d'heures de travail le plus bas possible. Dans un système économique capitaliste, cela est impensable, pour cause de concurrence et de compétitivité. En luttant contre l'automatisation, vous montrez votre vrai visage de réformistes impuissants.

Lutter contre le chômage ? Oui. Mais ne pas le faire en en dissimulant les causes. Il s'agit de lutter contre les licenciements et de lutter, dans le même temps, pour la diminution des heures de travail et pour l'automatisation !

Nous autres, anarchistes, nous sommes résolument pour le progrès technique et scientifique, n'en déplaise aux mystiques de tous poils. Nous sommes pour l'automatisation à outrance et la réduction maximale des heures du travail humain nécessaire à la production des biens, et sa répartition équitable entre tous.

SERGE (groupe Sevran-Bondy)